

Breizh Diawel, la Newsletter, Juin 2007

Sommaire

Editorial : faire systeme pour developper le pays 2

Dossier special : autonomie et developpement regional 4

I. Se définir ou périr : modalités comparées de développement de la Bretagne et du Pays basque sud 4
II. Institutions régionales, culture et développement : une comparaison européenne 8
III. Des compétences pour répondre aux besoins économiques des territoires : un premier bilan de la dévolution galloise 10
IV. En france, une régionalisation qui fait déjà ses preuves 14

Actualites / vitalite de l'association 15

I. Etudes 15
II. Groupes de réflexions 15
III. Le premier Livre Blanc de Bretagne Prospective 18
IV. Un partenariat « soirée-débat » avec le Club de la Presse et les Anciens étudiants de Sciences-Po 18
V. Autres conférences 18
VI. L'équipe de Bretagne Prospective s'étoffe 18

Contacts 19

Bretagne Prospective et la Bretagne bougent…

Rejoignez-nous !

FAIRE SYSTÈME POUR DÉVELOPPER LE PAYS

Alors que depuis les années 1970, la régionalisation ne cesse de se renforcer dans tous les pays d'Europe, la France reste un pays engoncé dans des strates administratives d'un autre âge et la Bretagne, comme d'autres régions françaises, souffre politiquement de cette situation. Le budget du Conseil régional reste par exemple 27 fois inférieur à celui du Pays de Galles, près de 44 fois inférieur à celui de l'Ecosse. Des services essentiels concernant la culture, le développement économique ou l'aménagement des territoires ne regroupent qu'une poignée de personnes, quand d'autres régions européennes en comptent plusieurs centaines et disposent de moyens conséquents pour créer de réels pôles stratégiques et exercer un formidable « effet levier » sur les dynamiques les concernant.

La Bretagne n'a donc ni les moyens de ses politiques, ni la capacité de jouer dans cette « cour » des régions européennes les plus puissantes, qui ne cessent de renforcer leur dynamisme grâce au principe de subsidiarité et au contrôle des finances locales (au Pays Basque Sud, 92 % des impôts récoltés sur place sont reversés sur place, 8 % des impôts vont à l'état espagnol pour les grandes causes nationales).

Alors, comment faire ? Le développement de la région est-il uniquement lié à sa capacité politique ? Des alternatives ne sont-elles pas à créer pour renforcer le pays ?

En réalité, comme l'a montré Romain Pasquier, il faut souligner que la capacité économique d'une région n'est pas uniquement liée à son pouvoir politique. Elle peut aussi être issue des dynamiques de la société civile, que l'on sait particulièrement fortes en Bretagne (on y compte par exemple deux fois plus d'associations qu'en France). Du coup, la puissance régionale réside aujourd'hui dans la capacité ou non des régions à « faire système », c'est-à-dire à agir de manière *simultanée* - et non atomisée - sur *tous* les paramètres du développement régional. En somme, une action concernant la langue n'aura aucune incidence réelle si on n'y associe pas des actions économiques renforçant le pôle des économies culturelles (nouveaux médias, édition) ou de l'éducation (formation des enseignants, activités de recherche…). L'essor économique restera embryonnaire si on ne fixe pas un cap et un projet fort fixant des priorités stratégiques sur des pôles d'activité majeurs, planifiant étroitement les formations aux besoins futurs des entreprises, mobilisant dans les médias les jeunes sur les enjeux du « vivre et travailler au pays », utilisant les associations ou les chercheurs ayant réfléchi depuis plusieurs années à ce sujet. Au Pays Basque Sud, c'est cette capacité à faire système qui a permis à un pays ruiné au sortir du franquisme (35 % de taux de chômage !) de rebondir pour avoir aujourd'hui le troisième P.I.B par habitant en Europe (derrière le Luxembourg et l'Irlande). Regardons précisément comment les dynamiques économiques,

linguistiques, culturelles, associatives, éducatives et scientifiques se sont ici à un moment nouées pour porter un développement singulier, déplacer *l'ensemble* du système « vers le haut », se sont associées pour faire levier.

En Bretagne, tout n'est pas affaire de politique même si les dirigeants jouent un rôle essentiel. Or il manque actuellement à notre pays cette capacité à faire système. Notre seule chance de développement est pourtant de trouver un modèle alternatif de fonctionnement politique, d'associer plus largement les forces de la société civile au pouvoir régional, de trouver des modalités souples de fonctionnement permettant d'avancer concrètement, même si les ressources financières sont rares. Actuellement, chaque réseau reste « dans sa niche » et les approches en cheminée ne permettent pas de compenser les limites institutionnelles, importantes et objectives. Demain, l'essor de la Bretagne résidera ou non dans cette capacité à fixer un cap clair et à asseoir un réel plan stratégique pour unir toutes les volontés (qui ne manquent pas) pour développer le pays. Comme d'autres et avec d'autres, Bretagne Prospective travaille en amont sur ces grands enjeux de développement. De manière très concrète, c'est parce que l'on observe de plus en plus clairement les forces à associer, l'objectif à atteindre, le chemin à parcourir et les étapes successives de l'itinéraire que nous arriverons de façon collective à destination.

JEAN OLLIVRO

AUTONOMIE RÉGIONALE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Dans une approche prospective, Bretagne Prospective s'ouvre ailleurs pour mieux définir une ligne d'horizon. Ce dossier spécial propose d'une part les résultats d'une étude comparant les situations bretonne et basque. Sur un sujet d'avenir, il opère ensuite une comparaison européenne entre les institutions régionales, la culture et le développement économique. Un entretien avec Rhys David, Directeur adjoint de l'Institute of Welsh Affairs, (le principal *think tank* gallois) permet enfin, à partir d'un exemple, de voir comment un pays voisin a su opérer un « processus de fertilisation croisée » pour assurer le devenir de ses habitants.

I. Se définir ou périr : modalités comparées de développement de la Bretagne et du Pays Basque Sud

Incapable actuellement de définir et surtout d'imposer ses propres modèles d'aménagement et de développement, la Bretagne est tout simplement menacée dans sa survie.

Certes, la Bretagne restera cette « forte et massive péninsule enfoncée comme un coin de pierre au cœur de l'océan » (A. Le Braz), et ce promontoire de granite et de schiste est suffisamment solide pour supporter toutes les tempêtes. Le propos n'évoque en rien les menaces d'une mort « physique ». Il n'est pas dérisoire non plus car il s'attache tout simplement à l'éventualité d'une mort spirituelle.

En effet, pourquoi nous battons-nous ? Est-ce pour cette vie que l'on sait passagère ? Est-ce pour construire un pays et un type de développement que l'on souhaite transmettre à nos enfants ?

La réponse positive à cette deuxième question conduit à inscrire cette réflexion dans une démarche comparative et prospective, en observant quelques grands traits évolutifs, en regardant surtout ce qui se fait ailleurs. Le propos suivant n'est donc en aucun cas alarmiste. Bien au contraire. Il est directement destiné à aider la construction de la Bretagne, en repérant bien les écueils pour mieux les éviter. Réalisé à partir d'une étude prospective plus lourde réalisée au sein de l'association, l'ambition de ce bref article est d'apporter quelques éléments de réflexion et surtout d'action pour le développement de notre pays.

Mobiliser les jeunes

De manière récente, il est peu dire que des défis nouveaux et essentiels le concernent. Si l'exode des Bretons n'est plus un drame (le pays est désormais très attractif et a gagné 27 000 habitants entre 1999 et 2004), l'exode des jeunes diplômés reste le problème numéro un de la Bretagne. La Bretagne perd environ 1 000 jeunes de 2e et de 3e cycle par an et 90 % de cet exode se réalise au profit de Paris. Il n'est pas une semaine où l'on ne rencontre un jeune diplômé qui cherche un emploi, souhaite utiliser ses compétences pour « vivre et travailler au pays », quitte d'ailleurs à dévaloriser son diplôme. Un an, deux ans, trois ans de quêtes et les démarches restent parfois sans réponse. Qu'il écrive à Paris ou Lyon, et il est souvent contacté dans la semaine.

Alors que certains décideurs se bercent d'une pseudo « économie résidentielle » qui risque plus sûrement d'entraîner une faillite régionale globale, pourquoi « laisse-t-on » ainsi l'élite bretonne s'en aller ?

Au moins deux éléments d'action sont défaillants. Le premier réside dans l'absence de plan stratégique d'ensemble pour faire correspondre les formations aux filières de développement régional. Dans certains IUT, plus de 80 % des jeunes formés sur place profitent à d'autres territoires. Le problème n'est en aucun cas dans la mobilité des jeunes (il est essentiel qu'ils aillent ailleurs piocher les innovations) mais se situe dans le bilan régional global, cruellement déficitaire. La seconde difficulté, emblématique de ce qui va suivre, procède de l'absence de culot pour déclencher ici des projets qui nous appartiennent. Des jeunes ayant des projets ambitieux destinés à créer un pouvoir de décision breton (dans les médias, dans la culture, pour analyser l'histoire de la Bretagne…) ne sont pas soutenus. Les liens entre la recherche fondamentale et les entreprises sont notoirement insuffisants (pourquoi pas, le premier jeudi de chaque mois, des « journées de la Bretagne » associant les patrons aux jeunes ?). L'éducation à la matière de Bretagne surtout (langue bretonne, histoire, économie, écologie…) reste désastreuse et l'on n'a pas compris que l'identité était de moins en moins dans les gênes, mais de plus en plus dans le sentiment d'appartenance, que les individus soient originaires de Bretagne ou non. Ici, on ne donne pas suffisamment aux jeunes le B.A.BA de leur culture, et donc la motivation pour défendre les intérêts bretons. De fait, alors qu'une génération d'entrepreneurs et de battants disparaît, reverra-t-on une nouvelle classe de jeunes mobilisés comme on l'a vu dans les années 1950 ou 60 ? Rien n'est moins sûr et - ici aussi - il ne faut pas s'attendre à une « génération spontanée ».

La langue, élément du développement

Tout est en effet affaire d'organisation et de volontarisme. Au Pays Basque Sud, bien loin d'une vision passéiste ou endormie (voire néocoloniale) axée sur l'essor de l'économie résidentielle, 350 000 emplois ont été créés en 20 ans. Les actions engagées auprès des jeunes ont été ici primordiales pour asseoir les formations aux projets, alimenter l'essor exceptionnel des clusters qui ont permis au pays de tripler les salaires en 20 ans et d'avoir aujourd'hui le troisième P.I.B européen. Cet essor n'a surtout pas permis le

développement « annexe » de la langue basque. Il s'est associé de façon prioritaire « à » la langue basque pour créer une jeunesse basque (10 % d'élèves de moins de 3 ans étaient éduqués en basque et en espagnol en 1983, ils sont 64 % en 2005). L'essor éducatif et linguistique a immédiatement été vu comme un élément incontournable de la « responsabilisation » des acteurs et de leur mobilisation. Le gouvernement autonome a par exemple investi – et non consacré - 11,5 millions d'euros dans la formation bilingue d'enseignants qui étaient pour l'essentiel monolingues il y a vingt ans. L'apport conceptuel de cette expérience est donc d'être parvenu à agir de manière systémique sur tous les paramètres du développement régional et non un seul.

En Bretagne, en raison aussi de la faiblesse des moyens régionaux, on attise à un moment une thématique ou on gonfle un sujet qui retombe bientôt à la façon d'un soufflé. Mais la solution ne prend pas et personne ne parvient véritablement à inscrire la Bretagne sur une trajectoire de développement, à déplacer l'ensemble du système breton vers le haut.

C'est pourtant aujourd'hui d'une approche systémique et d'une ressource de veille scientifique dont il faut se doter, sous peine peut-être de périr. Même en cas de réussite d'une ou deux opérations économiques (le pôle de compétitivité « image et réseaux », l'obtention du TGV…), le risque est d'être noyé au plan identitaire sous le couvert d'une pseudo attractivité résidentielle qui peut s'avérer désastreuse pour l'essor du pays.

Le piège de l'économie résidentielle

Réveillons-nous ! Ce principe « d'économie résidentielle » est un mythe qui peut préparer la « balnéarisation » puis la ruine de la Bretagne, puisque le système de redistribution actuel (qui fonctionne à peu près) risque de sombrer à moins de prodigieux gains de compétitivité. Diffusée essentiellement par la capitale, ce scénario provincial « résidentiel » créant des régions lénifiées plairait certes à quelques Parisiens en mal de villégiature. Mais en Bretagne, ce ne seront pas les résidences secondaires excluant les jeunes ou la monoactivité touristique (aux impacts de plus en plus catastrophiques) qui vont asseoir le développement régional. Un exemple comparatif instructif concerne d'ailleurs précisément… Paris, qui construit très peu de maisons de retraite, concentre de plus en plus les jeunes diplômés, l'économie et les richesses. De temps à autres, il faut cesser de faire passer la margarine bas de gamme pour un excellent beurre demi-sel.

Un pays qui ne produit pas de richesse n'a aucun avenir. Un pays qui importe ses produits industriels, son information, ses technologies, ses matériaux et exporte sa jeunesse n'a plus de place dans une économie de production, concurrentielle, de la connaissance et de l'innovation. Des projets catastrophiques de « pôles touristiques » émergent actuellement sur la Côte des Abers (Finistère) en oubliant les activités productives qui sont capitales, essentielles.

Cela, les Basques l'ont bien compris. Ils ont établi à un moment un réel système de développement économique leur permettant de faire levier sur l'ensemble des dynamiques économiques, productives, sociales (leur système de santé a été entièrement rénové et est aujourd'hui un modèle pour

de nombreux pays européens) et culturelles. C'est en agissant de manière stratégique sur l'ensemble des paramètres qu'ils ont construit un véritable projet de société et connu un essor fulgurant. Dans ces conditions, il est vrai que la disponibilité budgétaire et le niveau d'autonomie du pays ont joué un rôle (92 % des impôts collectés sur place servent au développement sur place).

Toutefois, la dynamique ne fut pas uniquement une question d'argent. Elle a plus sûrement été liée à l'audace et au volontarisme des acteurs qui à un moment, sous peine de mourir économiquement, se sont associés pour aller de l'avant. Actuellement, sans dramatiser la situation, la Bretagne est dans cette situation charnière. De nombreuses activités économiques sont fragiles (automobile, agroalimentaire, télécommunications…) et si le pays est attractif, il ne l'est pas forcément pour les activités économiques les plus rentables et sur sa capacité à créer un réel projet mobilisateur. Des conceptions éculées concernant l'économie résidentielle, le tourisme, le bienfait économique « automatique » du TGV ou des visions misérabilistes de la culture bretonne circulent encore, y compris chez quelques « responsables », et des dossiers essentiels comme le maintien de la puissance productive régionale, l'internationalisation bretonne ou les enjeux de la réunification avancent bien lentement.

Il ne s'agit pas de critiquer un pouvoir régional qui est dans l'ensemble volontaire et, pour la plupart de ses membres, investi dans le développement régional. Il s'agit tout simplement de souligner que les enjeux de la Bretagne sont aujourd'hui très lourds et qu'ils imposent de nouvelles formes d'organisation, plus stratégiques et participatives. Dans un contexte politique a priori très tendu et bien peu favorable aux enjeux de la régionalisation, il est aujourd'hui impératif de rebondir sur des formes plus complètes et novatrices d'organisation. Il s'agit de définir de vrais indicateurs de développement basés sur le temps long des constructions humaines, d'avoir une approche participative plus décloisonnée et stratégique, de privilégier des activités productives réellement créatrices de valeurs (sociales, économiques, culturelles, environnementales…) et de ne pas se laisser bercer par un chant de sirènes parisiennes qui peut mener au naufrage. Ces options sont aujourd'hui urgentes. Sous peine de mourir. Osons le dire : nous avons peur pour l'avenir du pays.

JEAN OLLIVRO

II. Institutions régionales, culture et développement : une comparaison européenne

Pas de développement sans projet, pas de projet sans vision partagée, pas de vision sans culture et sentiment d'identité communs, pas de création d'une culture commune sans un cadre institutionnel de discussion et d'élaboration. C'est ce qui ressort d'une étude comparative du développement de huit régions européennes, réalisée en 2002 par Michael Keating, professeur de sciences politiques à l'Institut Universitaire Européen de Florence.

A partir des exemples de l'Ecosse et du Pays de Galles, de la Flandre et de la Wallonie, de la Catalogne et de la Galice, du Languedoc-Roussillon et de la Bretagne, l'étude envisage la manière dont les acteurs politiques, sociaux et économiques régionaux tentent d'établir un projet de développement permettant d'intégrer leur région « aux marchés national, européen et global, dans des termes choisis par eux ». Elle considère plus précisément l'utilisation de l'identité et de la culture partagée dans l'élaboration de tels systèmes d'actions. En l'occurrence la notion de culture, comprise de manière dynamique, est appréhendée comme ce qui permet de donner une signification à un territoire et de proposer un ensemble de valeurs auxquelles les acteurs peuvent adhérer.

Les cas étudiés soulignent l'importance de la dimension régionale dans le développement - compris sous un angle qualitatif, dépassant la seule question de la croissance économique. Si l'Etat demeure un acteur-clef de l'adaptation économique, les régions ont un rôle central à jouer dans l'organisation de la compétitivité et de la coopération interne. Dans le cadre de la mondialisation, de nouveaux systèmes de production apparaissent en deçà des Etats, établissant au niveau des régions des rapports inédits entre le marché, la cité et la culture.

L'émergence dans les régions de systèmes d'action collective, ou coalitions de développement, capables de coordonner et de mobiliser l'ensemble des acteurs économiques et sociaux prend une importance nouvelle. Dans cette configuration, l'existence d'une identité territoriale et d'une culture partagée « ouverte au changement et au développement », qui permet à une société de se doter d'images d'elle-même, de favoriser le sentiment d'appartenance, d'exercer un regard critique sur elle-même et de maintenir en discussion son passé, son présent et son avenir communs apparaissent comme l'une des conditions de la réussite. Elles permettent d'étayer un projet commun en adéquation avec le territoire, ses acteurs et ses habitants. Les éléments de culture spécifique, les référents ou symboles historiques sont dès lors mobilisés au service de la construction des coalitions de développement.

Dans cette perspective, l'existence d'un cadre institutionnel, d'une autonomie régionale, plus ou moins accentuée selon les Etats et les régions considérées, va influer de manières diverses mais convergentes sur l'effort de développement. Si les gouvernements et élus régionaux ne peuvent en eux-mêmes modifier ni une culture régionale, ni les relations sociales qui en

découlent, ils ont un rôle important, voire moteur, à jouer dans le débat sur l'identité collective.

Lorsqu'il existe, le gouvernement régional favorise la mobilisation des acteurs et la réalisation d'objectifs communs, beaucoup plus que ne peut le faire une « simple » gouvernance. Par ailleurs, un gouvernement élu confère une légitimité démocratique à la région et à l'action collective qu'elle met en oeuvre. Cela permet de créer un cadre institutionnel dans lequel tous les acteurs doivent coopérer, y compris ceux qui seraient tentés de s'y soustraire… La démocratie régionale contribue à instaurer une transparence dans la manière d'envisager et de gérer les politiques de développement. Ceci a pour double effet de réduire les pratiques clientélistes propres aux systèmes trop centralisés et de lutter contre des visions de développement disparates et concurrentes imposées par les édiles locaux. A l'exemple de l'Ecosse, le climat de confiance nécessaire à la bonne coopération entre les acteurs se trouve renforcé. Les jeunes institutions écossaises semblent perçues comme « le cœur » de l'effort de développement.

Si l'autonomie régionale n'est pas la réponse absolue à toute les situations - des régions économiquement fragiles peuvent avoir besoin d'une plus grande protection de l'Etat et d'un effort de solidarité – son effet semble avéré pour aider des régions marquées par la crise de secteurs économiques traditionnels à sortir d'une culture de la dépendance vis-à-vis de l'Etat et à amorcer leur dynamique propre. Le Pays de Galles, la Wallonie ou la Galice offrent des exemples différenciés mais bien réels de ce retournement. L'existence d'institutions et d'un débat propre à l'avenir du territoire permet en outre, dans bien des cas, de faire émerger des leaders – individuels ou collectifs - acquis à la cause du développement régional. Les partenaires sociaux s'identifient ainsi de manière croissante à la cause régionale… là où d'autres espèrent le « miracle » d'une « génération spontanée » de type CELIB…

Si la trajectoire particulière de chaque région, son histoire et ses atouts initiaux rendent la comparaison très relative, on constate malgré tout des performances économiques supérieures aux moyennes européennes au sein des régions les plus anciennement autonomes, comme la Flandre ou la Catalogne. Les régions d'autonomie plus récente ou économiquement plus défavorisées comme la Galice, la Wallonie, le Pays de Galles où l'Ecosse, malgré des performances économiques variables, affirment leur identité et leur capacité d'action collective. Par opposition, les régions françaises - Bretagne et Languedoc-Roussillon en l'occurrence – ne semblent proposer que des visions fragmentées et peinent à dégager des consensus sur le projet régional.

CHRISTIAN DEMEURÉ-VALLÉE

Michael Keating, « Culture, Institutions et Développement dans huit régions d'Europe », in Identités et Démocratie –*Diversité culturelle et mondialisation*, PUR, 2002.

III. Des compétences pour répondre aux besoins économiques des territoires : un premier bilan de la dévolution galloise

Entretien avec Rhys David, Directeur adjoint de *l'Institute of Welsh Affairs*, le principal *think tank* gallois.

Le statut d'autonomie, attribué en 1997 à l'issue d'un référendum sur la Dévolution remporté « timidement » par une très courte majorité, vient d'entrer dans une nouvelle phase. Depuis le 1er mai, l'Assemblée galloise s'est vue dotée de nouveaux pouvoirs législatifs, tandis qu'un second référendum pour conférer au Pays de Galles un statut d'autonomie similaire à celui de l'Ecosse est envisagé. Quel bilan tirer de cette première phase de Dévolution sur le développement de l'économie galloise ? Par son histoire économique mouvementée, le Pays de Galles fait traditionnellement partie des territoires les plus défavorisés du Royaume-Uni ; parvient-il grâce à la Dévolution à créer une dynamique positive ?

La Dévolution a-t-elle induit des changements dans la manière d'appréhender le développement économique du Pays de Galles ?

L'un des premiers effets concrets de la Dévolution aura été l'augmentation des recherches et études consacrées à l'économie du Pays de Galles, avec la création par l'Assemblée galloise d'un organisme dédié, *l'Economic Research Advisory Panel*. Contrairement à la situation antérieure où l'on ne disposait pas des outils d'observation suffisants, cela permet d'avoir des informations vraiment précises sur ce qui se passe au sein de l'économie galloise et de se faire une meilleure idée des problèmes à régler.

On note aussi des changements très sensibles au niveau des financements européens. Traditionnellement, la Commission Européenne opérait selon une distinction Nord/Sud qui excluait une partie du pays des meilleures possibilités de financements. L'Assemblée a réussi à faire valoir une autre vision du territoire, selon un axe Est/Ouest qui va permettre des financements supplémentaires grâce à l'attribution de fonds de convergences à la partie occidentale du Pays de Galles ainsi qu'aux vallées.

Par ailleurs, grâce à la Dévolution, le Pays a maintenant les compétences nécessaires pour développer ses propres initiatives économiques, adaptées à ses besoins. Les programmes de développement économique du gouvernement britannique sont ainsi calibrés à la réalité et aux besoins du Pays de Galles, ce qui n'est pas le cas dans les régions anglaises. Des initiatives particulières ont ainsi pu être développées en matière d'entrepreneuriat ou encore pour la mise en place d'un programme d'incubateurs d'entreprises. On voit fleurir des initiatives destinées à encourager l'émergence d'un certain nombre de secteurs économiques spécifiques au Pays de Galles, tels que l'optronique, la construction

automobile et aérospatiale, les biotechnologies ou diverses industries de la connaissance.

Il faut enfin signaler le rôle fédérateur de l'Assemblée galloise. A travers la « *Team Welsh Approach* », elle rassemble en effet différents partenaires de l'économie ou de la société civile autour de projets d'intérêt commun. A titre d'exemple, cela a permis au Pays de Galles de se positionner pour obtenir l'organisation de la *Ryder Cup* à Newport, en 2010 (NDLR une des plus prestigieuses compétitions de golf au niveau mondial) ou encore d'obtenir l'implantation à Barry (une commune au Sud du Pays autrefois sinistrée par la chute de l'activité minière) l'implantation d'un Centre de Formation militaire (*Defence Training Academy*) qui va générer un investissement de 14 milliards de livres et la création de plusieurs milliers d'emplois. La « *Team Welsh Approach* » permet ainsi aux acteurs locaux de se connaître et de travailler ensemble pour faire émerger des projets en faveur du Pays de Galles.

Tout cela a-t-il un impact sur la santé économique du Pays ?

C'est encore difficile à mesurer, car l'économie galloise a subi de nombreux bouleversements depuis les années 1990, en raison des effets de la mondialisation. La structure économique du pays a, notamment, beaucoup changé du fait des restructurations industrielles. On sent néanmoins les effets bénéfiques de la Dévolution sur le terrain, dans des domaines aussi variés que l'agriculture, l'environnement, le secteur social ou la vie culturelle. En agriculture par exemple, le système du « paiement unique par exploitation », introduit par la réforme de la PAC de 2003, s'est avéré catastrophique pour les agriculteurs anglais, qui ont été payés avec six mois de retard. Les agriculteurs gallois ont pu être payés dans les temps et bénéficier de programmes différents et adaptés à leur réalité. En matière environnementale, grâce à la création d'une agence spécifique, le Pays est en train de se positionner parmi les régions leader en Europe pour la production d'énergies renouvelables ou l'introduction de normes environnementales et durables dans ses différentes actions.

Concernant la santé, contrairement au système britannique, l'accent est davantage placé sur la politique de prévention et l'éducation. Les zones rurales les plus défavorisées, confrontées à une insuffisante couverture médicale, peuvent maintenant bénéficier de médecins et de dentistes salariés par la puissance publique, pour assurer un meilleur service à la population.

Enfin, dans le domaine culturel, le récent gouvernement travailliste gallois a décidé de modifier les normes de financement. La nouvelle politique insiste sur l'implication locale des pratiques artistiques et le soutien aux activités culturelles à caractère local ou communautaire. Tout cela contribue à stimuler les dynamiques de terrain.

La Dévolution a-t-elle contribué à l'ouverture internationale du Pays de Galles ?

La reconnaissance internationale du Pays s'est trouvée améliorée. Depuis la Dévolution, plusieurs nouveaux Consulats se sont implantés à Cardiff. L'Ambassade américaine à Londres a même créé une section des affaires galloises et désormais, chaque année, à l'occasion de la Saint David (Fête nationale galloise), le président des Etats-Unis adresse un message au peuple gallois. Par ailleurs, un bureau de représentation du Pays de Galles a été ouvert à New York, et la représentation galloise à Bruxelles a été renforcée. La mise en place de politiques, voire de normes spécifiques au Pays de Galles a aussi provoqué l'ouverture de nombreuses représentations de branches professionnelles ou industrielles britanniques, comme l'industrie pharmaceutique, afin d'exercer un rôle de lobbying auprès de l'Assemblée.

Quels sont les principaux enjeux économiques pour l'avenir du Pays ? En quoi la Dévolution peut-elle contribuer à les surmonter ?

L'un des grands enjeux pour le Pays de Galles est de sortir de sa mentalité de région périphérique, souvent assistée, et de surmonter l'impact des crises économiques successives auxquelles il a été confronté. Sur la période récente, le Pays a notamment été marqué par les délocalisations industrielles de nombreuses firmes internationales attirées dans les années 1980 pour compenser les effets de la crise sidérurgique. Il a donc fallu changer la stratégie de développement en favorisant l'émergence d'activités industrielles endogènes et liées au territoire. Le Pays compte sur son statut d'autonomie pour accompagner cette nouvelle approche, au plus près du terrain. L'Assemblée est là pour aider le pays à sortir définitivement d'une « culture de la dépendance » qui consiste à croire que le salut viendra d'une aide extérieure.

La culture et l'identité peuvent-elles y jouer un rôle ?

La dynamique culturelle et sociale induite par la Dévolution semble y contribuer favorablement. Grâce à la politique de promotion de l'identité, les gens sont fiers de leur langue et de leur culture. La langue galloise est perçue comme un élément d'attractivité pour le Pays, elle suscite l'intérêt des étrangers, notamment des américains. Le succès des filières d'enseignement en gallois est tel que certaines villes commencent à manquer de places et d'enseignants.

La Dévolution a permis la création de véritables institutions culturelles telles que le Welsh Millenium Centre (Scène de concerts et de spectacles) à Cardiff, le National Botanic Garden à Carmarthen, ou le nouveau Musée National d'Art Moderne. On pourrait encore citer de nombreuses initiatives dans le domaine du sport. Tout cela démultiplie les manières de s'identifier comme gallois. Les gens en sont fiers, ils veulent de plus en plus s'investir et représenter leur pays.

La Dévolution apparaît aujourd'hui comme un processus en expansion du fait de sa dynamique propre. Depuis le 1er mai dernier, l'Assemblée galloise s'est vu transférer certains pouvoirs législatifs (elle ne disposait auparavant que d'un pouvoir réglementaire). Une Dévolution plus importante pour aboutir à un statut d'autonomie comparable à celui de l'Ecosse est envisagé, à terme, avec l'organisation d'un nouveau référendum dans quatre ans.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTIAN DEMEURÉ-VALLÉE

Pour en savoir plus : Institute of Welsh Affairs

IV. En France, une régionalisation qui fait déjà ses preuves

Si la France reste un des pays les plus centralisés au monde, la régionalisation y a pourtant progressé quelque peu avec la création des CODER (1964), des Etablissements Publics Régionaux (1972) puis des Lois Defferre de 1982. Plus récemment, on a assisté à de nouveaux transferts de compétences vers les collectivités territoriales, même si les budgets alloués sont loin de correspondre à l'évolution réelle des dépenses. L'exemple emblématique de cette « décentralisation des ennuis » est constitué par le transfert de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie aux départements par la loi du 20 juillet 2001.

Cela dit et malgré cette limite fondamentale, plus personne ne conteste aujourd'hui que la décentralisation au plus près des compétences a renforcé très largement l'efficacité des actions. En ce qui concerne l'éducation, les bénéfices nés de la décentralisation ne sont plus aujourd'hui remis sérieusement en cause, y compris d'ailleurs par les structures qui y étaient initialement le plus opposées. Dans toutes les régions françaises, la décentralisation ferroviaire a de même entraîné une modernisation indiscutable des services régionaux (essor et modernisation du parc des TER) et surtout un essor considérable de la fréquentation. Depuis la réforme de 2002, le trafic voyageur des TER a augmenté en France de plus de 2 milliards de voyageurs entre 1997 -début de la phase d'expérimentation- et 2004. En Bretagne, en 2006, le trafic a une nouvelle fois progressé de 8 % en un an. Dans un rapport réalisé au Sénat, Nicolas Sarkozy constatait lui-même « le bilan globalement positif » du transfert en Alsace de la gestion des programmes d'initiatives communautaires Interreg relatifs à la coopération européenne transfrontalière…

Alors, pourquoi ne pas aller plus loin ? Le rôle de l'Etat doit se situer dans un système de péréquation permettant d'assurer des politiques de redistribution entre les régions dynamiques et celles qui le sont moins. Par contre, comme le montre la quasi-totalité des pays européens, l'application du principe de subsidiarité, c'est-à-dire la gestion des problèmes à l'échelle de leur résolution, permet clairement d'avoir une administration plus réactive, efficace et mieux adaptée. Sans doute, la France évoluera aussi vers une structure moins hiérarchique et plus liée aux enjeux régionaux et locaux. Alors, la Loi du 28 mars 2003 proclamant que « l'organisation de la République est décentralisée » trouvera, au bénéfice de tous, sa concrétisation dans des actions, et non pas dans l'ajout d'un principe constitutionnel qui, pour l'instant, est bien loin de se traduire par des choix politiques significatifs.

JEAN OLLIVRO

ACTUALITÉS, VITALITÉ DE L'ASSOCIATION

I. Etudes

Côtes d'Armor 2020

Dans le cadre de Côtes d'Armor 2020, un exercice de réflexion prospective… et participative initié par le Conseil Général des Côtes d'Armor, Bretagne Prospective s'est vu confier l'animation d'une réflexion sur « l'arrivée des populations nouvelles dans le département à l'horizon 2020 ». Bretagne Prospective accompagnera un groupe interdisciplinaire composé d'acteurs économiques, de responsables de collectivités et d'acteurs associatifs. Plusieurs réunions seront consacrées, avant la fin 2007, à l'accueil et à l'attractivité du département au regard des migrations à caractère professionnel, international ou résidentiel auxquelles il doit faire face de manière croissante. Le but sera de formuler des propositions concrètes pour positionner le département dans un contexte inédit d'accroissement et d'attractivité démographiques, de concurrence accrue entre territoires, de dynamique forte de création d'emploi, mais aussi de vieillissement accru de la population et de fuite des jeunes.

Etudes en cours et en projet

Bretagne Prospective est en contact avec différents organismes (institutionnels, bancaires, agricoles…) pour poursuivre sa mission d'études prospectives destinées à asseoir le développement régional. A ce titre, des études sont en cours ou envisagées concernant l'économie résidentielle bretonne et ses limites, l'extension .bzh, l'analyse des indicateurs de développement durable, l'organisation des services publics et de l'habitat dans un territoire breton. Après deux ans d'effort, le projet de création d'un nouveau média breton dispose aussi d'une étude de faisabilité. Le projet de « plate forme de rencontre, d'échanges et de marchés » issu de l'importante étude réalisée en février 2006 pour le Conseil régional, attend quant à lui des compléments budgétaires pour être déclenchée.

II. Groupes de réflexions

Bretagne Prospective, ce sont aussi des groupes de réflexion avec des individus (et non des institutions) qui acceptent de consacrer du temps pour échanger sur l'avenir de notre pays. Ces groupes sont la base de l'édifice, et les réflexions de cette première année vont nous permettre de proposer le premier livre blanc de l'association (sortie prévue en septembre 2007) avec les synthèses des groupes International, Nouveaux médias, Agro/agri…

International

Pour le groupe de réflexion stratégique « international », le dossier de présentation d'une opération pilote a été finalisé en février et validé par une série de rencontres avec certains acteurs de l'internationalisation bretonne. Le projet s'inspire de la mode des réseaux sociaux qui permet via Internet de faciliter, de manière interactive, la mise en relation d'individus ou d'organisations partageant des intérêts communs. Il vise donc à créer un outil interactif de mise en relation de l'ensemble des acteurs de l'internationalisation de la Bretagne, pour faciliter l'échange d'informations et l'émergence de projets communs. A partir de la masse des données recueillies depuis 2002, l'ambition est de créer une « place de rencontre, d'échanges et de marché à l'international ». Le lancement du projet et la création d'un outil de mise en réseau sont envisagés pour septembre ou octobre 2007. Le groupe travaille actuellement à compléter le budget (pour lors insuffisant) de ce projet pour nous prioritaire et les partenariats nécessaires à la mise en place de l'opération.

Innovation

La dernière réunion de réflexion du groupe s'est tenue le 15 mars dernier à Saint Brieuc. La rédaction d'une synthèse de ses principales propositions devrait être achevée en juin. Un certain nombre d'opérations pratiques ont d'ores et déjà été arrêtés, en particulier la constitution d'un club d'innovateurs, pour échange de bonnes pratiques, et le lancement d'un concours (partenariat envisageable avec les jeunes chambres économiques et les C.C.I). Le groupe souhaite par ailleurs sensibiliser au développement de la culture entrepreneuriale, en organisant dans un premier temps une série de conférences présentant des réalisations en cours dans d'autres régions.

Médias

Après une douzaine de réunions, soit plus d'un an et demi de travail, et après avoir émis un dossier d'opportunités pour le développement d'un portail média Internet/mobile destiné à rassembler l'offre de l'ensemble des acteurs bretons, le groupe Médias vient d'entreprendre avec l'appui de ses membres (Arkea, Produit en Bretagne, Armor TV, ABP, ArMen...) deux actions d'importance : le lancement de l'étude de finalisation du projet, avec l'appui de la Région Bretagne, et la création d'une société d'exploitation apte à mettre en place et développer l'offre de services.

Cette étape marque l'aboutissement du travail du groupe. Une nouvelle thématique « usages et contenus » devrait voir le jour dès que possible, avec l'ensemble des acteurs bretons de l'Internet, des mobiles, de la production, etc. spécialisés dans les activités de services, informations, jeux, production, distribution, mise en relation, animation, *web design*... afin d'apporter leur contribution aux conditions de mise en œuvre d'une véritable filière « contenus TIC » en Bretagne.

Tourisme

En partenariat avec l'IUP de Quimper, le groupe prépare deux opérations de valorisation touristique du patrimoine maritime sur des communes du Finistère sud. Les enseignements de ces opérations qui visent à associer largement la population locale à la démarche serviront ensuite à proposer une méthodologie déclinable à la valorisation du patrimoine dans différents environnements (maritime, urbain, rural). Par ailleurs, le groupe a effectué un recensement de l'ensemble des formations touristiques existant dans la région, en préalable à une réflexion sur l'évolution et l'adaptation des formations aux nouveaux besoins rencontrés par les acteurs du tourisme.

Culture/Economie

La dernière réunion du groupe Culture/Economie, en mai dernier, a permis de valider des pistes d'actions concrètes à mener en conclusion à la série de réunions de réflexion menées depuis plus d'un an. Les besoins recensés s'avèrent nombreux et devront être engagés progressivement à la mesure des moyens disponibles. La nécessité de peaufiner des argumentaires, l'un à destination des élus et de l'opinion, l'autre à destination des acteurs économiques, afin de mieux faire comprendre les enjeux économiques et sociaux attachés à la promotion de la langue et de la culture bretonnes, apparaît comme une priorité. Le groupe souhaite par ailleurs travailler à l'émergence d'une « agence de communication » qui fédérerait les compétences existantes afin d'encourager et d'accompagner les entreprises et collectivités désireuses de faire appel à l'image culturelle bretonne. Un autre chantier se dégage enfin dans le domaine du mécénat. Il convient de mieux faire connaître aux acteurs économiques et culturels les possibilités existant dans ce domaine et, si cela s'avère possible, de créer des synergies en tentant d'organiser l'offre et la demande entre associations et entreprises.

Agro/Agri

A l'issue de ses travaux de réflexion, le groupe Agro/Agri a essayé de définir quelques axes d'actions et de projets afin de prolonger les idées échangées. Trois pistes de travail se dégagent : 1) l'utilisation des TIC pour promouvoir la vente et l'image des produits bretons ; 2) la création de filières innovantes dans le domaine des biocarburants ; 3) la mise en place, à l'échelle régionale, de circuits courts pour la commercialisation de produits de proximité. Des chefs de projets ont été désignés pour chacun des axes retenus. Le travail s'oriente désormais vers une phase opérationnelle d'élaboration de dossiers et de recherche de partenaires.

Groupes en cours de constitution

Plusieurs projets de groupes de réflexion et d'actions sont en cours de constitution concernant : les enjeux et modalités pratiques de la réunification de la Bretagne, les actions de lobbying pour la Bretagne, la sensibilisation des jeunes au développement du pays, ainsi qu'un groupe décloisonné sur les enjeux du développement durable ou « soutenable ».

III. Le premier Livre Blanc de Bretagne Prospective

Annoncé en 2006, le Livre Blanc présentant les propositions et analyses issues des groupes de réflexion internes à Bretagne Prospective est comme convenu en cours de finalisation. Sa parution est attendue pour septembre 2007. Le projet est destiné à diffuser massivement les résultats de recherche de l'association au sein de la société civile bretonne. Cette opération sera accompagnée d'un cycle de conférences réalisées avec le Club de la Presse de la Bretagne et l'association des anciens étudiants de Sciences-Po Rennes.

IV. Un partenariat « soirée-débat » avec le Club de la Presse et les Anciens étudiants de Sciences-Po

Après avoir réalisé plusieurs conférences (l'internationalisation et les enjeux du développement de la Bretagne, le développement durable avec Jean-Claude Pierre du réseau Cohérence, les nouveaux médias avec différents acteurs dont notamment Didier Pillet, directeur général de l'information au Journal Ouest-France, Michel Bouvier, secrétaire de l'association et ancien Président de France Telecom Multimédia…), Bretagne Prospective a, sous la houlette de Bernard Hommerie, noué un partenariat avec les anciens étudiants de l'Institut de Sciences Politiques de Rennes et le Club de la Presse de Bretagne. La première conférence a été réalisée le 13 juin par Romain Pasquier (universitaire à Sciences-Po Rennes) sur : « Les élections législatives en Bretagne. Analyses et enjeux quelques jours avant le second tour ». Le succès de l'opération conduit à renforcer cette coopération pour créer un espace récurrent de diffusion d'informations, de réflexions et d'actions pour le développement de la Bretagne.

V. Autres conférences

Des membres de Bretagne Prospective ont été sollicités pour différentes missions d'expertise, de conseil ou pour des interventions auprès de l'Université des Jeunes de Bretagne, l'assemblée générale du Crédit Mutuel de Bretagne, la CCI de Rennes, les Assises Nationales des Aînés Ruraux, le Club des Entreprises du Pays de Rance, le Comité de Développement des agriculteurs du Pays de Brest, France Culture, le Conseil général d'Ille-et-Vilaine, le Conseil général des Côtes d'Armor, etc.

VI. L'équipe de Bretagne Prospective s'étoffe

Abigaïl Rezelman a pris ses fonctions d'assistante début avril. Elle apporte son aide à l'équipe en place pour les tâches d'organisation et de secrétariat, ainsi que pour l'animation du site internet. Vous pouvez lui adresser vos mails via contact@bretagne-prospective.org.

Ces actions vous intéressent ? Rejoignez-nous !

Comme vous le constatez, Bretagne Prospective se professionnalise et renforce ses activités pour prendre l'allure d'un « think tank », d'un réseau d'influence, d'un institut créateur de valeurs et utile à l'essor du pays. Aujourd'hui, dans un contexte social, économique et politique des plus évolutifs, la présence d'organismes indépendants est plus que jamais indispensable, crucial pour l'essor régional. Bretagne Prospective souhaite intensifier ses recherches, diffuser de l'information stratégique, renforcer sa présence et surtout, en 2007-2008, déclencher des actions de lobbying, y compris au plan politique. Ce panel d'activités est permis grâce à l'engagement des membres, sponsors, sympathisants ou actifs. Si ces actions vous intéressent, rejoignez-nous…

CONTACTS

BRETAGNE PROSPECTIVE

3 square René Cassin
35700 RENNES
www.bretagne-prospective.org
contact@bretagne-prospective.org

Jean Ollivro jean.ollivro@bretagne-prospective.org
Politique générale, relations avec les collectivités, les leaders d'opinion, relations publiques

Michel Bouvier michel.bouvier@bretagne-prospective.org
Organisation, animation, communication, suivi des projets, relations avec les entreprises

Arnaud Rolland arnaud.rolland@bretagne-prospective.org
Finances, personnels, administration

Christian Demeuré-Vallée
christian.demeure-vallee@bretagne-prospective.org
Projets, offres de services, dossiers d'étude, Lettre de Bretagne Prospective

Abigaïl Rezelman arezelman@bretagne-prospective.org
Administration, communication, animation du site internet, Lettre de Bretagne Prospective